

Sur l'île de Vancouver, le Conseil tribal Nuu-Chah-Nulth a transformé un ancien internat scolaire en station touristique. L'auberge de 56 chambres est exploitée en tant que franchise de la chaîne Best Western. Environ 70 p. 100 des employés sont des autochtones.

La plupart de mes observations d'aujourd'hui illustrent comment les revendications territoriales peuvent contribuer au développement des économies autochtones. De plus, la résolution des revendications territoriales est également de grande importance pour les populations non autochtones, étant donné que le climat de certitude que cela créerait conduirait à des retombées économiques et donc de nouveaux emplois pour les communautés non autochtones voisines.

Le renforcement des collectivités autochtones apporterait de nouvelles possibilités de création de richesse pour tous les Canadiens. On estime que si les autochtones atteignaient la parité d'emploi et de salaire avec les autres Canadiens d'ici l'an 2000, cela augmenterait notre produit intérieur brut de 2,3 p. 100. Une collectivité autochtone plus forte signifie des économies régionales plus fortes et donc un pays plus fort.

• (1300)

Les députés peuvent être assurés que le gouvernement continuera à appuyer les initiatives de développement économique des peuples autochtones. Nous ne le ferons pas simplement pour le bénéfice économique mais, comme nous le disions dans le livre rouge, parce que c'est le test de notre attachement à la justice et à l'égalité des chances pour tous.

Au cours des années, nous n'avons pas accordé l'attention que nous aurions dû aux peuples autochtones et nous ne leur avons pas permis de participer pleinement à l'économie canadienne. Nous n'avons pas porté attention aux énormes possibilités qui existent et dont nous pouvons profiter si tout le monde travaille ensemble. Lorsque nous traitons tout le monde avec dignité, avec respect, lorsque nous travaillons tous de concert, que nous faisons abstraction de la couleur de la peau ou de la race d'une personne, lorsque nous ne faisons pas de distinction basée sur la religion, lorsque nous franchissons le fossé qui a été créé entre les groupes, lorsque nous partageons et travaillons ensemble, alors notre nation peut prospérer.

Il y a des moments où nous entendons des déclarations d'intolérance, des déclarations qui font mal. C'est à ces moments-là qu'il faut être plus vigilants dans notre lutte pour l'égalité et la dignité pour tous.

Monsieur le Président, je vous remercie de cette occasion de me faire entendre et de pouvoir faire ressortir les avantages économiques dont tout le monde pourrait profiter si l'on réglait ces affaires en suspens depuis si longtemps.

**M. Jack Iyerak Anawak (secrétaire parlementaire du ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien, Lib.):**

[Note de l'éditeur: Le député s'exprime en inuktitut.]

[Traduction]

Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir d'entendre des gens de toutes conditions se déclarer en faveur des revendica-

### Initiatives ministérielles

tions territoriales. L'expression n'est pas juste, mais c'est pourtant bien comme ça qu'on les appelle aujourd'hui. Comment peut-on dire que nous revendiquons des terres qui nous ont toujours appartenu? Faute d'une expression plus appropriée, c'est celle-ci que nous utilisons.

Certains s'interrogent sur le fondement juridique de la Commission des traités de la Colombie-Britannique. À l'heure actuelle, la commission agit en tant qu'agent mandaté par les trois parties qui sont le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien, le gouvernement provincial et les autochtones. Pour financer les négociations, le gouvernement a dû demander les crédits nécessaires au Parlement. Que ceux qui craignent que la commission n'a pas de fondement juridique soient rassurés, elle en a un.

Je reviens maintenant à la question des revendications territoriales en Colombie-Britannique et à certaines des questions qu'a soulevées le député. Une chose que nous, les autochtones, sommes arrivés à établir en très peu de temps, c'est que nous sommes une force dont il faut tenir compte. Les gens que les questions autochtones agacent sont irrités par l'existence des revendications territoriales.

• (1305)

Il n'y a pas si longtemps, un ancien premier ministre issu de notre parti en avait mis en doute la légitimité, mais avait rapidement fait volte-face, s'étant aperçu que nos revendications étaient fondées. Le Très Honorable Pierre Elliott Trudeau avait mis en doute ce fait, au début des années 60, mais s'était ensuite aperçu que les droits ancestraux étaient fondés et devaient être reconnus. Depuis, on a reconnu que la négociation des revendications territoriales avait un fondement juridique.

Par le passé, les autochtones ont toujours été désavantagés, car il semblait que nous n'avions aucun outil de négociation, alors que le gouvernement avait à sa disposition tout un arsenal. Pour un bon nombre d'entre nous, il était déjà trop tard quand nous nous sommes aperçus que, pour négocier, nous étions moins démunis que nous ne le pensions. Les propriétaires des terres n'étaient pas clairement déterminés et la question des titres n'était pas résolue. Par conséquent, la reconnaissance de notre présence sur ces terres a hâté les négociations sur les revendications territoriales dans les années 70. Aujourd'hui, nous avons réglé bon nombre de ces négociations et nous continuons à négocier.

Nous commençons à peine les démarches en Colombie-Britannique et il est grand temps de le faire. Ces négociations ont déjà trop tardé et la justice l'exige. Je me demande toutefois si jamais justice sera rendue aux peuples autochtones de la Colombie-Britannique, car il est déjà tard, de nombreux autres intérêts sont en jeu et il existe une entente stipulant que les négociations ne porteront pas sur les terres privées. Je m'interroge à ce sujet.

Je me demande si le député pourrait préciser un peu plus son rôle à titre d'ancien président du comité des affaires autochtones. Quelle était son opinion sur les avantages des revendications territoriales pour les autochtones du pays et, en particulier, pour ceux de la Saskatchewan?